

Bien qu'il se soit peu développé dans les années 90, le secteur africain de la transformation du bois est néanmoins la clé du développement durable sur ce continent

par Gérard Buttoud¹, Panagiotis Lefakis² et Jean Bakouma³

¹Professeur, Laboratoire de politique forestière

Ecole Nationale du Génie Rural des Eaux et des Forêts (ENGRF)
14 rue Girardet, CS 4216
54042 Nancy, France
buttoud@engref.fr

²Chargé de cours, Laboratoire d'informatique forestière

Faculté de foresterie et du milieu naturel, Université aristotélicienne
54006 Thessalonique, Grèce
plefakis@for.auth.gr

³Assistant, Laboratoire d'économie forestière

Institut National de la Recherche Agronomique (INRA)
14 rue Girardet, CS 4216
54042 Nancy, France
bakouma@engref.fr

L'ANALYSE des tendances de la production et du commerce des bois tropicaux permet de distinguer deux niveaux dans l'évolution du marché:

- 1) le niveau 'conjoncturel', où les changements interviennent sur le marché en raison de décisions de caractère commercial prises à court terme. Ces décisions peuvent être facilitées par des systèmes permanents d'information sur le marché qui fournissent des renseignements en temps quasi réel; à cet égard, l'OIBT offre des informations détaillées et à jour, par l'intermédiaire de son service *Tropical Timber Market Information* (MIS); et
- 2) le niveau structurel, qui est en général lié à la situation des ressources et aux conditions socio-économiques nationales et internationales.

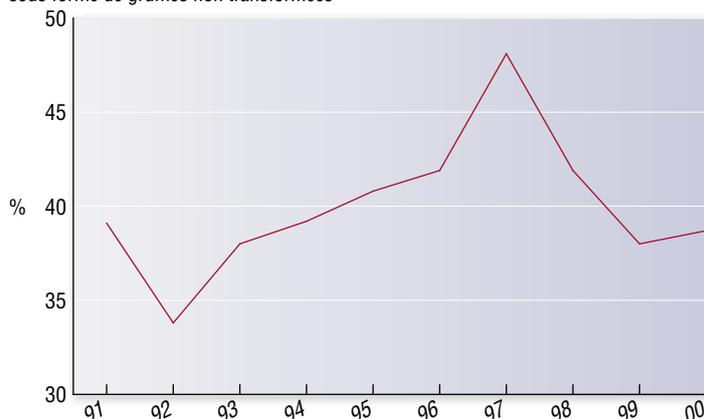
Ces deux niveaux peuvent jouer un rôle important dans la durabilité de la production et du commerce et, indirectement, dans celle des ressources elles-mêmes. Afin de leur permettre de poursuivre leur objectif d'aménagement forestier et de développement durables, il est essentiel que les producteurs africains puissent analyser en profondeur les tendances structurelles à long terme de la production et du commerce des produits forestiers.

C'est pourquoi le laboratoire de politique forestière à l'Ecole Nationale du Génie Rural des Eaux et des Forêts (ENGRF) de Nancy (France) a mis au point un logiciel permettant d'analyser l'évolution à long terme de la production et du commerce des produits ligneux tropicaux dans les principaux pays producteurs d'Afrique. L'information utilisée à cette fin est inspirée des données de l'OIBT (c'est-à-dire de l'*Examen annuel de la situation mondiale des bois* effectué par l'OIBT), ces données étant corrigées, si possible: 1) en fonction de statistiques nationales supplémentaires tirées de diverses sources publiques et privées; et 2) en fonction de certaines corrections relatives principalement aux stocks et aux taux de conversion. Néanmoins, nous sommes conscients du fait que les données sur lesquelles notre analyse est fondée sont souvent douteuses et que davantage de travail est nécessaire pour améliorer les statistiques de la production et du commerce (voir l'encadré).

Notre article présente les résultats de notre analyse des tendances dans l'économie africaine du bois au cours des années 90.

Données brutes

Figure 1: Pourcentage du bois exporté par les pays africains OIBT exportateurs nets sous forme de grumes non transformées



Lenteur des progrès dans la transformation

Dans les années 90 en Afrique, le taux de transformation du bois—en sciages, contreplaqués et autres produits à valeur ajoutée—est resté inférieur à celui constaté ailleurs dans le monde tropical; vers la fin de la décennie, plus de 38% des bois tropicaux produits sur ce continent étaient encore exportés sous forme de grumes (Figure 1). Bien évidemment, ce pourcentage varie d'un pays à l'autre; néanmoins, les principaux producteurs—ceux de la région d'Afrique du Centre, c'est-à-dire de ce que l'on appelle le bassin du Congo—sont caractérisés par un taux de transformation particulièrement faible.

Le Ghana (qui n'est pas strictement un pays du bassin du Congo) et la Côte d'Ivoire sont des exceptions notables: ces deux pays ont une longue histoire d'usinage du bois et transforment de nos jours plus de 95% de leur production. En Côte d'Ivoire, seul le teck de plantation est exporté en grumes, tandis que le Ghana transforme 100% de sa production de grumes depuis 1996, date à laquelle les exportations de grumes ont été interdites. Dans d'autres pays africains, cependant, les industries de transformation se sont peu développées pendant la décennie (Figure 2). En effet, dans un bon nombre d'entre eux, le pourcentage de transformation locale a diminué au milieu des années 90 alors que les exportations de grumes prenaient de l'essor (surtout en Asie), et une relance ne s'est manifestée que vers la fin de la décennie. Au Gabon, la transformation intérieure du bois était plus active en 1999 qu'elle ne l'était en 1990; au Cameroun et au Congo, toutefois, la transformation intérieure du bois n'avait pas rejoint en 1999 les

Le besoin de meilleures statistiques

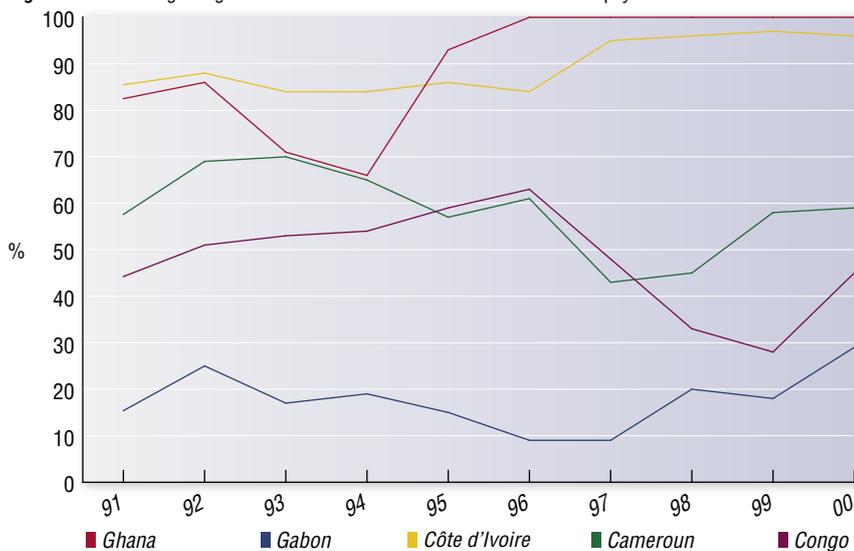
Une analyse des tendances de l'économie africaine du bois, plus approfondie que celle qui est faite ici, exige de bonnes données statistiques. Celles-ci ne sont pas en général disponibles, malgré d'énormes efforts consacrés à renforcer les moyens statistiques avec l'assistance de l'OIBT.

Il est encore nécessaire d'améliorer considérablement la saisie de données dans les domaines suivants: i) sur le commerce international, notamment là où les services douaniers ne sont pas performants et où la conteneurisation s'est développée sans changement dans les formules et les procédures statistiques; ii) sur l'exploitation forestière illégale, qui prend de plus en plus d'ampleur et peut représenter jusqu'à 60% de la production totale déclarée dans certains pays (notamment au Congo et au Cameroun, ce qui peut en partie expliquer des tendances aberrantes liées à certains indicateurs économiques dans ces pays); iii) sur les facteurs de conversion, qui doivent être revus par rapport aux facteurs officiels afin de tenir compte de la situation technique réelle des unités de transformation au niveau local; et iv) sur les stocks constitués à divers points de la filière bois.

L'OIBT devrait jouer un rôle primordial dans l'amélioration des statistiques de la production et du commerce, en collaboration avec l'Organisation africaine du bois et l'Association interafricaine des industries forestières. De bonnes décisions stratégiques, publiques comme privées, ne peuvent être prises que sur la base d'une information satisfaisante. L'amélioration des statistiques est donc cruciale pour le développement durable dans les pays africains membres de l'OIBT.

Transformation locale

Figure 2: Pourcentage de grumes transformées localement dans différents pays africains



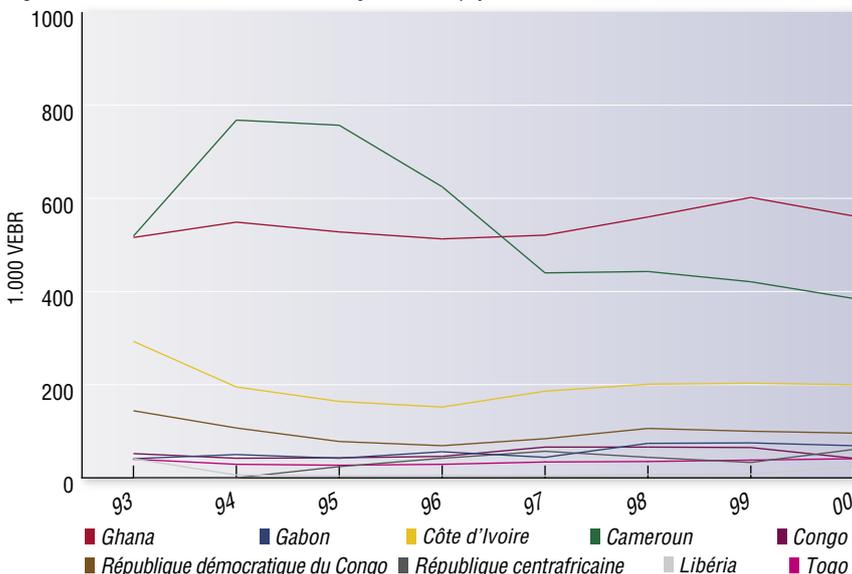
niveaux atteints en 1990. Dans le cas du Congo, la guerre civile a sans aucun doute eu des incidences sur le développement des activités de transformation. Il est plus difficile de cerner les raisons de l'échec des efforts qui visaient à stimuler la croissance du secteur de la transformation au Cameroun, pays politiquement stable (encore que la dévaluation du franc CFA y ait peut-être contribué; voir plus loin).

Ce faible niveau de la transformation intérieure du bois s'explique de plusieurs façons. On peut citer notamment la dépendance des stratégies commerciales adoptées par les entreprises européennes (qui dominent le secteur du bois en Afrique tropicale), la petite taille des marchés intérieurs, voire extérieurs, la haute qualité du bois prélevé (et par conséquent le degré de perfectionnement du matériel de transformation en Europe), les volumes généralement faibles de la production de grumes à l'hectare et le surcroît de demande de grumes de la part des opérateurs asiatiques.

Cette situation n'est pas propre au secteur du bois. Le taux annuel moyen de croissance de la valeur ajoutée totale des produits manufacturés en Afrique est passé de 4,3% pendant les années 80 à 2,0% dans les années 90. Dans la zone économique CFA, la dévaluation de la monnaie en 1994 a entraîné une augmentation des coûts de production et, sauf en Côte d'Ivoire, une récession dans l'activité industrielle, ce qui a accentué cette tendance régressive. La baisse de la valeur ajoutée des produits transformés a été particulièrement sensible dans le bassin du Congo: au cours de la période 1990-99, le taux de croissance de la production industrielle est tombé de 6,9% à -2,2% au Congo, de 10,4% à -1,0% au Cameroun, de 1,6% à -7,3% dans la République démocratique du Congo

Demande apathique sur les marchés

Figure 3a: Consommation intérieure de sciages dans les pays africains membres de l'OIBT



Source: Données extraites de la base de données de l'OIBT, corrigées en fonction de statistiques nationales et de chiffres calculés par déflation en déplaçant la moyenne sur 3 ans. VEBR: volume équivalent bois rond

(autrefois le Zaïre) et de 1,8% à 0,9% au Gabon. Parallèlement, le niveau de l'investissement dans les activités de transformation est demeuré très bas. Par exemple, la part de l'investissement dans la production de valeur ajoutée a diminué au Cameroun de 2,3% en 1996 à zéro en 1999. Dans la République démocratique du Congo, le taux de croissance annuel moyen d'investissement est monté de -5,1% pendant les années 80 à -2,7% dans les années 90.

Une étude détaillée menée par SODEFOR/OIBT (2000) montre que les volumes de bois brut achetés par les usines et effectivement transformés en Côte d'Ivoire ont diminué durant la période 1994-97. Dans ce pays, les nouvelles orientations de 1995 favorisant l'utilisation de grumes de petites dimensions et d'espèces moins connues n'ont pas abouti aux résultats escomptés, d'une part en raison des difficultés techniques qu'ont eu les industriels à s'adapter à cette politique et, d'autre part, à cause de l'absence d'un marché pour de tels produits. Quant aux activités de transformation plus poussée, la récession est encore plus grave. Malgré l'interdiction des exportations de grumes, il n'y a eu aucune réorganisation du secteur forestier et celui-ci reste dépendant de la demande européenne.

On note pourtant des exceptions à ce tableau généralement négatif. Par exemple, dans certains pays (y compris la Côte d'Ivoire), le nombre et l'efficacité des scieries ont augmenté. Cependant, la nature et l'ampleur de ces réussites, et leur contribution au développement durable, ne sont pas pleinement documentés. Si l'on cherche à les reproduire dans d'autres pays, il est essentiel d'en savoir davantage sur ce qui a été réalisé; il serait utile de dresser un catalogue analytique des expériences réussies.

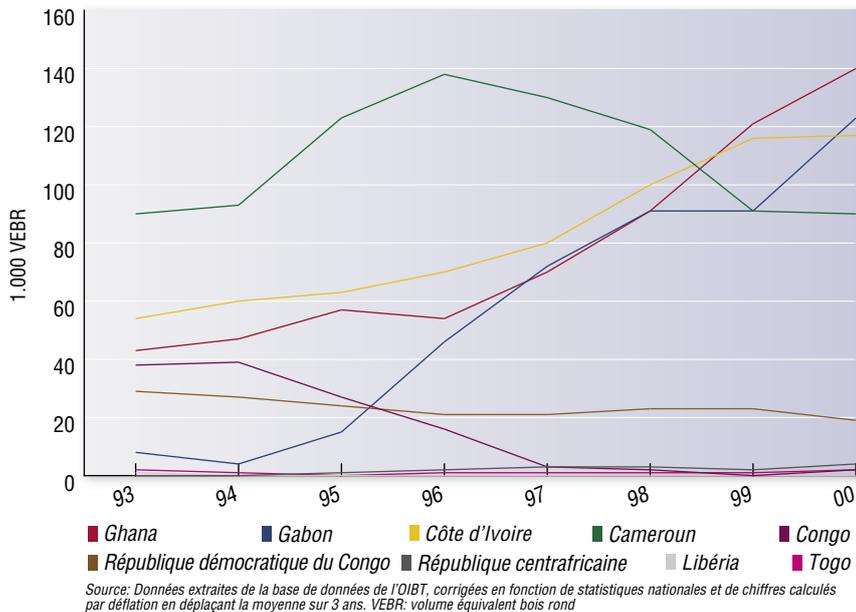
La faiblesse de la demande intérieure

Tandis que les industries de transformation stagnaient en Afrique, la demande intérieure restait très faible, ou même diminuait dans certains cas, comme au Cameroun depuis 1994 et au Congo après 1997.

En effet, les besoins locaux de sciages n'augmentent de façon significative dans aucun pays africain. Au Gabon et au Congo, la demande est limitée par la faible densité démographique.

Marchés des contreplaqués

Figure 3b: Consommation intérieure de contreplaqués dans les pays africains membres de l'OIBT



Source: Données extraites de la base de données de l'OIBT, corrigées en fonction de statistiques nationales et de chiffres calculés par déflation en déplaçant la moyenne sur 3 ans. VEBR: volume équivalent bois rond

La demande intérieure s'est mise à progresser après 1996 en Côte d'Ivoire et au Ghana mais, en 1999, elle n'avait que de peu dépassé les niveaux de 1992. Au Cameroun, la consommation locale de sciages a fortement augmenté entre 1992 et 1994 mais elle s'est ensuite progressivement ralentie. S'agissant du contreplaqué, la situation est quelque peu différente: on peut constater une croissance de la consommation intérieure en Côte d'Ivoire, au Gabon et au Ghana. Toutefois, entre 1995 et 1999, la demande de contreplaqués est restée stationnaire au Congo et a chuté de façon spectaculaire de 25% au Cameroun (Figures 3a et 3b).

Dans la plupart des pays, la consommation de produits ligneux par tête d'habitant a marqué le pas au cours de la période, à un niveau inférieur à 0,1 m³ par habitant (Figure 4); elle a même baissé au Cameroun. Faisant exception, la consommation au Gabon a fortement augmenté entre 1996 et 1999.

Ainsi, la demande locale de bois en général ne s'est pas développée dans les pays producteurs eux-mêmes. Cependant, on a noté une consommation croissante chez leurs principaux clients africains, notamment au Nigéria et dans les pays d'Afrique du Nord. La demande dans ces pays portant essentiellement sur les sciages, le ralentissement des exportations de ces produits par les principaux producteurs africains risque donc de créer un déficit régional d'approvisionnement à moyen terme, à moins que cette tendance puisse être renversée.

Un des principaux objectifs de l'industrie africaine du bois doit consister à se réorienter partiellement en vue de satisfaire le besoin qu'a l'Afrique, y compris les pays producteurs, de pérenniser le développement économique et la gestion des ressources. A cette fin, il est probablement nécessaire d'adopter une stratégie d'investissement fondée sur le partage des risques entre les secteurs publics et privés.

Concurrence interafricaine sur des niches commerciales

Les volumes de produits ligneux exportés par les pays africains sont très limités comparés à ceux qui proviennent du Sud-Est asiatique, ce qui donne lieu à une forte concurrence entre les

principaux exportateurs, surtout sur des marchés restreints de produits particuliers.

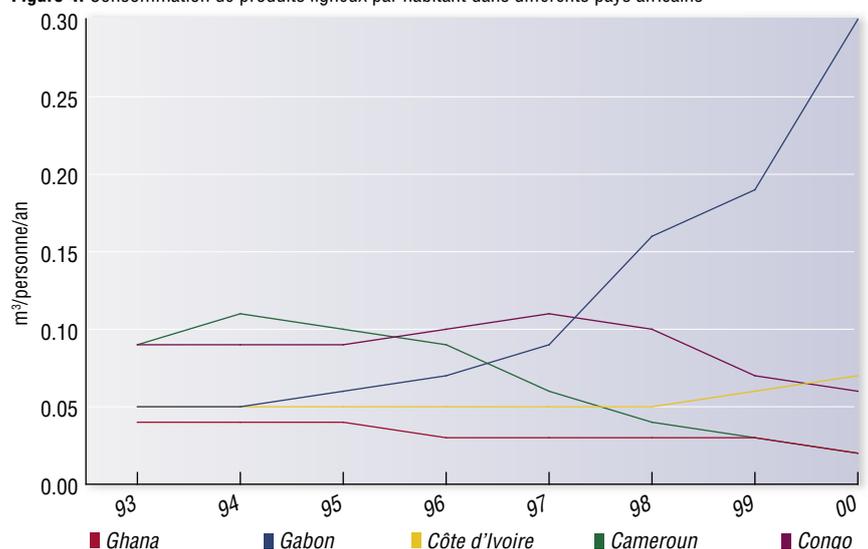
Par exemple, la Côte d'Ivoire et le Ghana se font directement concurrence sur le même marché de contreplaqués spéciaux destinés aux pays européens: les tendances des parts du marché d'exportation ont été presque diamétralement opposées pendant toute la période (Figure 5); il en est de même pour le Cameroun et le Gabon dans le cas d'un autre type de contreplaqué (Figure 5). Cette situation est imputable essentiellement à l'existence de deux filières

distinctes pour ces produits, l'une en Afrique occidentale et l'autre dans le bassin du Congo, qui ont recours à des entreprises de transport et des arrangements spécifiques. A l'intérieur de chaque filière, la concurrence pour satisfaire une demande immédiate est très forte, en raison de la disponibilité limitée de ressources.

Il ne semble y avoir aucun lien significatif entre la compétitivité sur le marché et les prix des différents produits. La valeur moyenne des grumes, par exemple, était presque identique durant la période considérée, pour tous les exportateurs excepté le Congo (Figure 6). Cette situation est attribuable: 1) à la qualité plutôt élevée des bois ronds africains destinés à des usages spécifiques ('spécialités' plutôt que 'commodités') dont la compétitivité n'est pas définie en fonction des prix; et 2) à l'importance du commerce intra-firmes (ceci est particulièrement le cas des sociétés internationales françaises et italiennes) qui fournit des valeurs artificielles. Ainsi, les niches sont le moteur du marché, et non les prix comme c'est le cas pour les exportations de bois du Sud-Est asiatique.

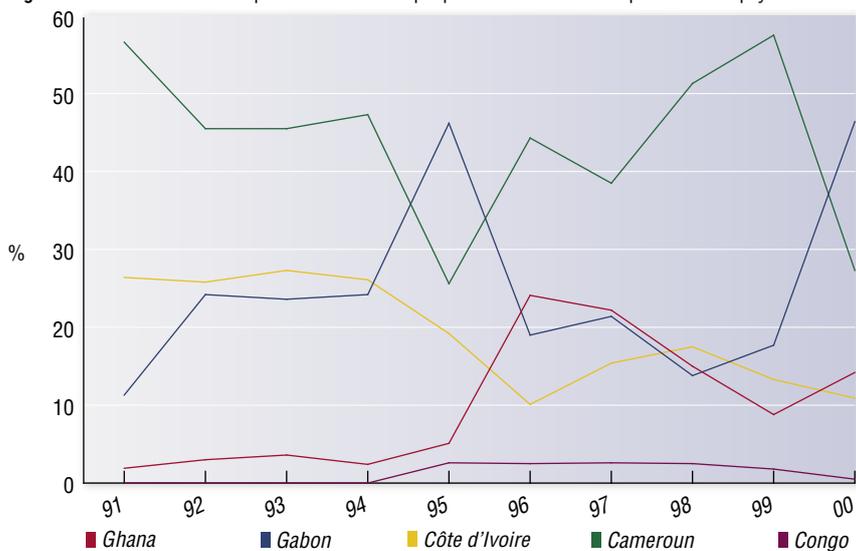
Le Gabon et les autres

Figure 4: Consommation de produits ligneux par habitant dans différents pays africains



Parts du marché

Figure 5: Parts du marché d'exportation des contreplaqués africains détenues par différents pays



Source: Données extraites de la base de données de l'OIBT, corrigées en fonction de statistiques nationales et de chiffres calculés

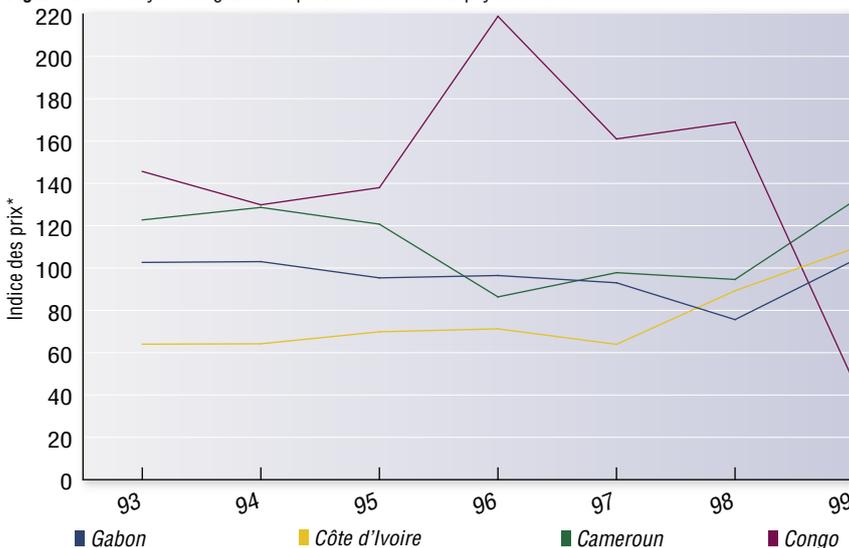
L'économie des bois africains est-elle simplement réactive?

Il est certain qu'à l'échelle mondiale, le total des bois tropicaux exportés par l'Afrique est assez médiocre puisqu'il ne représente que 12% du commerce international de bois tropicaux (alors que l'Afrique forme 33% de l'ensemble de la surface forestière tropicale), ces chiffres tenant compte également des pays tropicaux non membres de l'OIBT. C'est dire le manque de dynamisme général du secteur africain du bois; il reste fondamentalement de caractère extractif et une faible proportion des revenus est réinvestie dans des activités productives telles que la transformation.

Cette situation risque de créer quelques difficultés financières si l'on cherche à promouvoir une économie concurrentielle du bois, mais elle pourrait également donner le temps de développer des modèles prudents de sylviculture et de récolte en vue de réaliser une production forestière durable

Parité des prix

Figure 6: Prix moyen des grumes exportées de différents pays africains



*Prix national du m³ des grumes exportées, par rapport au prix moyen des grumes exportées par tous les membres africains de l'OIBT dans la même année. Source: Données extraites de la base de données de l'OIBT, corrigées en fonction de statistiques nationales et de chiffres calculés

Etude prospective en Afrique

L'étude prospective du secteur forestier en Afrique (FOSA) est une initiative de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), en association avec la Banque africaine de développement, la Commission européenne, la Banque mondiale, la Commission économique pour l'Afrique et tous les pays membres africains. Elle a pour objet d'analyser la situation, les tendances et les forces motrices de la foresterie africaine et d'évaluer les perspectives de développement durable de ce secteur d'ici 2020.

Cette étude a été entreprise sous forme d'initiative hautement participative faisant intervenir tous les 53 pays africains, de même que les principales organisations régionales et sous-régionales d'Afrique. Compte tenu de l'énorme diversité que renferme l'Afrique, cette étude a adopté une approche sous-régionale, en divisant l'Afrique en cinq sous-régions. Par conséquent, FOSA se compose d'un rapport (*Opportunités et défis à l'horizon 2020: Synthèse régionale*) et de cinq rapports sous-régionaux (Afrique du Nord, Afrique du Centre, Afrique de l'Est, Afrique de l'Ouest et Afrique australe). Ces six rapports peuvent être téléchargés à partir du site www.fao.org/forestry/fosa

Pour en savoir plus, contacter Johan Lejeune, Programme de partenariat CE-FAO, Division des politiques et de la planification forestières, Département des forêts, FAO, Viale delle Terme di Caracalla, 00100 Rome, Italie; Tél 30-06-570 55861; Fax 39-06-570 55137; johan.lejeune@fao.org

liée au marché et conforme aux scénarios économiques à long terme. Certes, il faut un secteur dynamique de transformation du bois en Afrique; néanmoins, 'le démarrage lent', comparé à ce qui s'est produit dans beaucoup d'autres régions du monde tropical, donne aux forestiers, industriels et décideurs africains l'opportunité de conduire le processus avec toute l'attention nécessaire—de sorte que l'industrie forestière puisse jouer un rôle essentiel dans le développement durable du continent.

Références

- Bakouma, J., et Buttoud, G., 1996. Marchés africains: les sciages africains ont-ils un avenir? *OIBT Actualités des Forêts Tropicales* 4/3: 17.
- Bakouma, J., et Buttoud, G., 1999. Gestion durable des forêts en Afrique: contraintes, coûts et conditions. *OIBT Actualités des Forêts Tropicales* 7/3: 4 B5.
- Buttoud, G., 2001: *Gérer les forêts du Sud; l'essentiel sur la politique et l'économie forestières dans les pays en développement*. L'Harmattan, Paris, France. 255 p.
- Eba'a Atyi, R., 1998. Industrie de l'exploitation forestière au Cameroun: structure, importance économique et effets de la dévaluation. *Document de travail 14, CIFOR*, Bogor, Indonésie.
- Johnson, S., 1998. Production et commerce des bois tropicaux dans la région africaine. *OIBT Actualités des Forêts Tropicales* 6/3: 19 B21.
- SODEFOR/ITTO 2000. Etude sur la consommation du bois en Côte d'Ivoire. Rapport du projet OIBT PD 109/90 REV.4.